

**Art. 2.** A l'annexe III de l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 mars 2005 portant réglementation du commerce et du contrôle des semences des plantes fourragères, remplacée par l'arrêté ministériel du 2 octobre 2017, la phrase suivante est ajoutée :

« \* Le poids maximal du lot peut être augmenté jusqu'à 25 tonnes si le fournisseur y est autorisé par l'autorité compétente. ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Bruxelles, le 3 décembre 2018.

La Ministre flamande de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Nature et de l'Agriculture,  
J. SCHAUVLIEGE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/32423]

#### 14 NOVEMBRE 2018. — Décret portant diverses mesures relatives à l'enseignement de promotion sociale

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 16 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

1° le terme « deux » est remplacé par le terme « trois »;

2° un nouvel alinéa est ajouté, rédigé comme suit :

« Les membres des personnels ne peuvent être nommés ou engagés à titre définitifs aussi longtemps qu'ils n'ont pas satisfait aux exigences relatives à l'emploi des langues prévues aux articles 13 et 14. ».

CHAPITRE II. — *Modifications du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale*

**Art. 2.** Dans l'article 5bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 27° rédigé comme suit :

« 27° suivi pédagogique : Activité d'enseignement individuelle ou collective d'aide à la réussite visant à identifier, à soutenir ou à remédier aux difficultés d'apprentissage éventuelles d'un ou de plusieurs étudiants inscrits dans une unité d'enseignement en vue de promouvoir le développement et l'atteinte des acquis d'apprentissage avec de meilleures chances de succès »;

2° il est inséré un 28° rédigé comme suit :

« 28° plan d'accompagnement : Processus coordonné des actions de guidance, d'orientation, d'identification et de remédiation aux difficultés d'apprentissage, liées aux savoirs, aptitudes et compétences des étudiants inscrits dans une ou plusieurs unités d'enseignement ».

**Art. 3.** Dans le même décret, l'article 36 est remplacé par ce qui suit :

« Article 36. – §1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 91/6, le Conseil des études décide de l'utilité, du contenu et de la durée du suivi pédagogique.

§ 2. Sans préjudice de l'article 87 du décret du 16 avril 1991, le Gouvernement octroie un supplément de dotation de périodes organiques à la dotation/école en vue d'assurer la mise en œuvre du plan d'accompagnement des étudiants prévu à l'article 36ter, selon les modalités suivantes :

- 100 périodes B pour un nombre de périodes-élèves générées compris entre 30.000 et 119.999;
- 200 périodes B pour un nombre de périodes-élèves générées compris entre 120.000 et 239.999;
- 300 périodes B pour un nombre de périodes-élèves générées compris entre 240.000 et 359.999;
- 400 périodes B pour un nombre de périodes-élèves générées compris entre 360.000 et 499.999;
- 500 périodes B pour un nombre de périodes-élèves générées égal ou supérieur à 500.000.

Ces périodes organiques sont attribuées à des membres du personnel chargés de cours, titulaires d'une fonction de recrutement, appartenant à la catégorie du personnel directeur et enseignant.

Les dispositions statutaires et barémiques applicables aux membres du personnel visés à l'alinéa 2 sont celles applicables à la fonction exercée dans l'enseignement de promotion sociale à laquelle elle est rattachée.

En cas de fusion ou de restructuration de plusieurs établissements, l'enveloppe de périodes organiques attribuées pour la mise en œuvre du plan d'accompagnement des étudiants après fusion ou restructuration est égale à la somme des périodes organiques octroyées à la dotation/période de chacun des établissements concernés, déterminés conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. Les emplois créés dans le cadre des périodes organiques visées au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif. » »

**Art. 4.** - Dans le même décret, il est inséré un article *36bis* rédigé comme suit :

« Art. *36bis*. - § 1<sup>er</sup>. Une enveloppe annuelle de 9.600 périodes B est dévolue à la désignation ou à l'engagement de conseillers pédagogiques « Enseignement de promotion sociale ». Ces périodes sont réparties proportionnellement au nombre de périodes organiques attribuées au cours de l'année civile précédente en arrondissant à la charge complète entre les réseaux d'enseignement suivants :

- 1° l'enseignement organisé par la Communauté française;
- 2° l'enseignement officiel subventionné;
- 3° l'enseignement libre subventionné confessionnel;
- 4° l'enseignement libre subventionné non confessionnel.

§ 2. En référence aux valeurs pédagogiques des réseaux d'enseignement visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, dans le respect des projets spécifiques de leurs pouvoirs organisateurs et établissements, et notamment à partir des besoins identifiés par ceux-ci, les conseillers pédagogiques « Enseignement de promotion sociale » ont pour missions:

- 1° de développer des outils visant à favoriser l'orientation du parcours d'apprenants adultes au sein des établissements d'enseignement de promotion sociale;
- 2° de développer et coordonner des initiatives pédagogiques associées à l'accompagnement des étudiants et à l'aide à la réussite d'adultes en reprise d'études au sein des établissements d'enseignement de promotion sociale;
- 3° de développer des outils pédagogiques liés à la mise en application des dossiers pédagogiques au bénéfice des établissements d'enseignement de promotion sociale;
- 4° d'accompagner les établissements dans le travail de réflexion pédagogique et dans les processus de suivi des rapports du Service d'inspection et/ou de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française;
- 5° de soutenir la transition numérique, notamment via l'e-learning, dans l'enseignement de promotion sociale. »

§ 3. Les périodes fixées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont attribuées à des membres du personnel titulaires d'une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion appartenant à la catégorie du personnel directeur et enseignant.

§ 4. Les dispositions statutaires et barémiques applicables aux conseillers pédagogiques « Enseignement de promotion sociale » sont celles applicables à la fonction exercée dans l'enseignement de promotion sociale à laquelle ils sont rattachés.

§ 5. Les emplois de conseillers pédagogiques « Enseignement de promotion sociale » peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif. »

**Art. 5.** Dans le même décret, il est inséré un article *36ter* rédigé comme suit :

« Article *36ter*. - § 1<sup>er</sup>. Chaque pouvoir organisateur d'enseignement de promotion sociale définit le projet pédagogique de l'établissement ainsi que le plan d'accompagnement des étudiants.

§ 2. Chaque pouvoir organisateur ou le chef d'établissement en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française définit le plan d'accompagnement des étudiants. Ce processus peut être différencié selon les établissements et au sein d'un établissement.

Sa mise en œuvre répond à des besoins identifiés d'étudiants dans le cadre de l'admission, du suivi pédagogique et de la sanction des études. Elle est individuelle ou collective. Les objectifs, les moyens et les actions du plan peuvent être ajustés tout au long du cursus de formation.

§ 3. Pour atteindre les objectifs du plan d'accompagnement des étudiants, les établissements et les Conseils des études pourront mettre en œuvre toute action jugée pertinente, et notamment :

- 1° l'organisation d'entretiens individualisés ou collectifs avec les étudiants;
- 2° l'établissement de fiches individuelles ou d'un contrat pédagogique avec l'étudiant;
- 3° la mise en place de formations spécifiques;
- 4° la construction de portfolio;
- 5° la création d'espaces de parole;
- 6° la mise en œuvre d'un système de tutorat entre étudiants.

§ 4. Le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française a l'obligation d'informer les étudiants sur le dispositif d'accompagnement mis en œuvre au sein de l'établissement. Le plan d'accompagnement des étudiants est repris au sein du règlement d'ordre intérieur de l'établissement.

§ 5. Pour y parvenir, l'établissement pourra recourir à l'exploitation des moyens suivants :

- 1° l'utilisation des périodes supplémentaires;
- 2° l'organisation de périodes de suivi pédagogique;
- 3° l'organisation de périodes de valorisation des acquis;
- 4° l'organisation de réunions du Conseil des études;
- 5° la mise en place de conventions avec des partenaires, la collaboration avec d'autres établissements organisant de la remédiation;
- 6° l'utilisation de moyens externes tels que les moyens du Fonds social européen, le financement d'actions de discriminations positives prévues à l'article 55 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, ...;
- 7° le recours à des personnes-relais issues d'organismes extérieures pour un soutien psychosocial;
- 8° l'organisation d'unités d'enseignement considérées comme pertinentes par le Conseil des études.

§ 6. La mise en œuvre du plan d'accompagnement est coordonnée par la personne de référence visée à l'article *36quater*. Le plan d'accompagnement des étudiants nécessite une cohérence entre les différentes actions mises en œuvre notamment par les interventions de la direction, des membres du personnel chargés de cours, non chargés de cours, ou conseillers à la formation.

Le plan est déployé, selon les objectifs, les moyens et les actions identifiés, par un ou des membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou par les conseils des études, sous l'autorité du chef d'établissement. Ce déploiement implique la collaboration des intervenants et l'échange d'informations, de nature diagnostique, utiles au conseil des études en vue de promouvoir le développement et l'atteinte des acquis d'apprentissage avec de meilleures chances de succès.

Les étudiants concernés en fonction de leur projet de formation ou de leurs attentes participent activement aux mesures d'accompagnement qui leurs sont proposées.

§ 7. Le plan d'accompagnement des étudiants fait l'objet d'une évaluation, sous la forme d'un rapport, réalisée par le service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale, selon les critères suivants :

1° l'existence d'une communication aux étudiants du dispositif d'accompagnement au sein du règlement d'ordre intérieur;

2° un relevé des difficultés et ressources individuelles ou collectives des étudiants visés par le plan;

3° l'identification d'objectifs spécifiques à atteindre en regard des besoins identifiés;

4° la désignation d'une personne de référence;

5° la coordination des actions mises en œuvre par l'établissement afin de réaliser le plan;

6° la cohérence des actions mises en œuvre par rapport aux moyens disponibles et aux objectifs poursuivis;

7° l'autoévaluation périodique du plan d'accompagnement des étudiants, y compris les perspectives d'ajustement.

Ledit rapport est porté à la connaissance de l'ensemble des membres de l'équipe éducative de l'établissement.

**Art. 6.** Dans le même décret, il est inséré un article 36quater rédigé comme suit :

« Article 36quater. – Une personne de référence est désignée au sein du personnel enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation de chaque établissement afin de coordonner l'ensemble des activités d'enseignement liées à l'encadrement, aux périodes supplémentaires, à la valorisation des acquis d'apprentissage formels, non formels et informels, au suivi pédagogique au conseil des études et à l'expertise pédagogique et technique.

La personne de référence est désignée par le pouvoir organisateur dont relève l'établissement de promotion sociale. Lorsque ledit établissement relève du réseau de la Communauté française, la personne de référence est désignée par la direction de l'établissement. »

**Art. 7.** Dans l'article 71 du même décret, les mots « de spécialisation » sont remplacés par les mots « de bachelier de spécialisation ».

**Art. 8.** Dans le titre II du même décret, le titre de la section 1 du chapitre VI intitulée « Mobilité, collaborations et codiplomations » est supprimé.

**Art. 9.** Dans le titre II du même décret, il est inséré un chapitre VIbis intitulé « De la qualité ».

**Art. 10.** Dans le même décret, l'intitulé de la section 2 du chapitre VI est remplacé par ce qui suit :

« Section 1. – Gestion de la qualité de l'enseignement supérieur de promotion sociale »

**Art. 11.** Dans l'article 73 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Dans le cadre de la gestion qualité, 4.800 périodes B sont dévolues à la mise en place d'une démarche qualité. Ces périodes seront réparties entre les différents réseaux d'enseignement visés à l'article 36bis, paragraphe 1<sup>er</sup>, proportionnellement au nombre de périodes organiques attribuées au cours de l'année civile précédente en arrondissant à la demi-charge. Ces périodes attribuées à des membres du personnel sont rattachées à une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion appartenant à la catégorie du personnel directeur et enseignant. »

2° il est inséré un alinéa 5, rédigé comme suit :

« Les dispositions statutaires et barémiques applicables aux membres du personnel visés à l'alinéa 4 sont celles applicables à la fonction exercée dans l'enseignement de promotion sociale à laquelle elle est rattachée. »

3° il est inséré un alinéa 6, rédigé comme suit :

« Les périodes visées à l'alinéa 4 peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif. »

**Art. 12.** Dans le même décret, l'intitulé de la section 3 ancienne, devenue section 2, est remplacée par ce qui suit :

« Section 2. – Intégration d'une démarche qualité dans l'enseignement de promotion sociale »

**Art. 13.** Dans le même décret, l'article 74, abrogé par le décret du 3 avril 2014 modifiant l'organisation de l'enseignement supérieur de promotion sociale, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 74. – § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre d'une démarche qualité de l'enseignement de promotion sociale, un chargé de qualité inter-réseaux, issu du personnel directeur et enseignant, est désigné selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Il bénéficie d'un congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement.

§ 2. Le chargé de qualité inter-réseaux a pour missions de :

1° Contribuer au développement de la démarche qualité de l'enseignement de promotion sociale en coordonnant le système de gestion de la qualité piloté par le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale;

2° Promouvoir la démarche qualité dans les établissements de l'enseignement de promotion sociale de niveaux secondaire et supérieur, notamment par l'élaboration et la diffusion de ressources et d'outils qualité adaptés à l'enseignement de promotion sociale, et permettant de favoriser l'implémentation et le développement de la qualité;

3° Faciliter les échanges entre le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale, l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur et l'Académie pour la recherche et l'enseignement supérieur pour les dossiers qualité ainsi que les organes concernés par la qualité de l'enseignement de promotion sociale, et en assurer les suivis;

4° Veiller à la mise en œuvre et à l'actualisation des processus qualité de l'enseignement de promotion sociale;

5° Collaborer avec les services de l'Administration et de l'Inspection de l'enseignement de promotion sociale pour la mise en œuvre de dispositifs favorisant l'intégration d'une démarche qualité;

6° Réaliser, à la demande du Ministre, ou du Conseil général, de l'Administration ou de sa propre initiative, des documents d'information ou d'analyse relatifs à la qualité de l'enseignement de promotion sociale;

7° Promouvoir et faire connaître toute initiative dont l'objectif est d'améliorer la qualité dans l'enseignement de promotion sociale en Communauté française;

8° Assurer une fonction de veille sur le développement des mécanismes d'assurance qualité en Communauté française et au niveau européen et, dans une vision prospective, les faire connaître.

§ 3. Le Président et les Vice-présidents du Conseil général pilotent et évaluent le travail effectué par le chargé de qualité inter-réseaux. »

**Art. 14.** Dans l'article 79, § 2, du même décret, il est inséré un 6° rédigé comme suit :

« 6° Les décisions prises par la Commission sous-régionale en application de l'article 123bis, § 5, sont présentées au Conseil général. Les membres du Conseil général remettent alors un avis selon les modalités du présent chapitre. »

**Art. 15.** Dans l'article 123bis du même décret, il est inséré un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les décisions de la Commission sous-régionale sont adoptées au consensus.

En l'absence de consensus, la question est transmise au Conseil général, qui prend une décision selon les modalités du Chapitre Ier du Titre III. »

**Art. 16.** Dans le même décret, il est inséré un article 123bis/1 rédigé comme suit :

« Article 123bis/1 – § 1<sup>er</sup>. Il est créé, au sein de chaque commission sous-régionale, un bureau.

Ce bureau est composé du président, du vice-président, du secrétaire et des membres du personnel siégeant dans les instances « bassins Enseignement qualifiant-Formation Emploi ».

Ce bureau se charge de préparer les travaux nécessaires aux réunions de la commission. Les réunions du bureau ne font pas l'objet de procès-verbaux et se tiennent en fonction de l'ordre du jour des réunions de la commission sous-régionale.

Les membres du bureau établissent un règlement d'ordre intérieur.

§ 2. La création du bureau visé au paragraphe 1<sup>er</sup> n'est pas obligatoire si la commission sous régionale est composée de moins de dix établissements. »

**Art. 17.** Dans l'article 123ter, §1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « (dans le cadre d'une unité d'enseignement déterminante organisée dans le cadre d'une section) » sont abrogés;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 18.** Dans l'article 123ter, § 4, alinéa 3, du même décret, les mots « L'élève qui conteste ladite décision introduit » sont remplacés par les mots « L'élève qui conteste ladite décision peut, pour autant que la procédure de recours interne soit épuisée, introduire ».

**Art. 19.** Dans l'article 123quater, §1<sup>er</sup>, alinéa 3, du même décret, les mots « Elle peut prendre des décisions de maintien ou de modification de la décision du conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée » sont remplacés par les mots « Elle dispose d'un pouvoir d'annulation de la décision du conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée ».

**Art. 20.** L'article 127 du même décret, abrogé par le décret du 20 juin 2013 portant diverses mesures en matière d'enseignement de promotion sociale, définissant ses organes de pilotage et intégrant l'e-learning dans son offre d'enseignement, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 127. – Les diplômes de bachelier et de master délivrés par les établissements de promotion sociale pour les années académiques 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 sont réputés conformes à l'article 85 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. »

### CHAPITRE III. — Modifications apportées au décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 1<sup>er</sup>, 4°, du décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif, les mots « ou par la direction de l'établissement lorsque ledit établissement relève du réseau de la Communauté française » sont insérés entre les mots « l'établissement de promotion sociale » et « pour effectuer les missions mentionnées à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> ».

§ 2. Au même article, il est inséré un 8° rédigé comme suit :

« 8°. Le décret du 16 avril 1991 » : le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 22.** Dans le même décret, l'article 3 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. - Une personne de référence est désignée conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 4°.

Une même personne de référence peut être désignée pour plusieurs établissements.

Elle est désignée après avoir marqué son accord. »

**Art. 23.** Dans le même décret, l'article 4 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. - § 1<sup>er</sup>. Un membre du personnel chargé de cours, titulaire d'une fonction de recrutement, peut être désigné en qualité de personne de référence.

§ 2. La mission de personne de référence exercée par le membre du personnel est rattachée à une fonction de recrutement appartenant à la catégorie du personnel directeur et enseignant. ».

**Art. 24.** Dans le même décret, il est inséré un article 4bis rédigé comme suit :

« Art. 4bis. A défaut de désignation d'une personne de référence en vertu de l'article 4, un éducateur-secrétaire est chargé des missions visées à l'article 5 ».

**Art. 25.** Dans le même décret, il est inséré un article 5*bis* rédigé comme suit :

« Art. 5*bis*. § 1<sup>er</sup> Sans préjudice de l'article 87 du décret du 16 avril 1991, le Gouvernement octroie un supplément de dotation de périodes organiques à la dotation/école en vue de la réalisation des missions visées à l'article 5, selon les modalités suivantes :

- 50 périodes B pour les établissements disposant de 0 à 14.999 périodes de dotation organique;
- 75 périodes B pour les établissements disposant de 15.000 à 29.999 périodes de dotation organique;
- 100 périodes B pour les établissements disposant de plus de 30.000 périodes de dotation organique.

Les dispositions statutaires et barémiques applicables aux membres du personnel visés au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 4 sont celles applicables à la fonction exercée dans l'enseignement de promotion sociale à laquelle elle est rattachée.

En cas de fusion ou de restructuration de plusieurs établissements, l'enveloppe de périodes organiques attribuées en vue de la désignation ou de l'engagement de la personne de référence après fusion ou restructuration est égale à la somme des périodes organiques octroyées à la dotation/période de chacun des établissements concernés, déterminés conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Les périodes organiques visées au § 1<sup>er</sup> sont octroyées en cas de désignation effective d'une personne de référence conformément à l'article 3 du présent décret.

§ 3. Les emplois créés dans le cadre des périodes visées au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif.

§ 4. Les périodes utilisées aux fins de désignation ou d'engagement des personnes de référence font l'objet de déclarations à l'Administration ».

**Art. 26.** A l'article 11, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, du même décret, les mots « section VII » sont remplacés par les mots « section III du chapitre II ».

#### CHAPITE IV. — *Disposition finale*

**Art. 27.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, à l'exception du Chapitre 1<sup>er</sup>, dont l'entrée en vigueur est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 2019

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 novembre 2018.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes  
et de l'Egalité des chances,  
I. SIMONIS

—  
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 687-1. – Amendement en commission, n° 687-2 - Rapport de commission, n° 687-3. – Texte adopté en commission, n° 687-4 – Texte adopté en séance plénière, n° 687-5

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 14 novembre 2018.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/32423]

**14 NOVEMBER 2018. — Decreet houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs voor sociale promotie**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs*

**Artikel 1.** In artikel 16 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "twee" wordt vervangen door het woord "drie";

2° er wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt:

"Personeelsleden mogen niet worden benoemd of in vast verband worden aangeworven zolang zij niet aan de taalvereisten van de artikelen 13 en 14 hebben voldaan."

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie*

**Art. 2.** In artikel *5bis* van het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een punt 27° ingevoegd, luidend als volgt:

“27° pedagogische begeleiding: Een individuele of collectieve onderwijsactiviteit om het slagen te bevorderen, ontworpen om de potentiële leermoeilijkheden van een of meer studenten ingeschreven voor een onderwijsseenheid te identificeren, de studenten daarbij te steunen of ze in staat te stellen deze te verhelpen om de ontwikkeling en het bereiken van leerresultaten met een betere kans op slagen te bevorderen”;

2° er wordt een punt 28°, luidend als volgt, ingevoegd:

“28° begeleidingsplan: Gecoördineerd proces van acties voor het begeleiden, oriënteren, identificeren en verhelpen van leermoeilijkheden gebonden aan de kennis, vaardigheden en competenties van studenten die zijn ingeschreven voor een of meer onderwijsseenheden”.

**Art. 3.** In hetzelfde decreet, wordt artikel 36 vervangen door hetgeen volgt:

“Artikel 36. - § 1. Onverminderd artikel 91/6, de Studieraad bepaalt het nut, de inhoud en de duur van de pedagogische begeleiding.

§ 2. Onverminderd wat bepaald wordt in artikel 87 van het decreet van 16 april 1991, kent de Regering een dotatiesupplement van organieke lestijden aan de dotatie / school om de uitvoering van het begeleidingsplan voor studenten te waarborgen bedoeld bij artikel 36*ter*, met inachtmerkingneming van de volgende nadere regels:

- 100 B lestijden voor een aantal lestijden-leerlingen gegeneerd tussen 30.000 en 119.999;
- 200 B lestijden voor een aantal lestijden-leerlingen gegeneerd tussen 120.000 en 239.999;
- 300 B lestijden voor een aantal lestijden-leerlingen gegeneerd tussen 240.000 en 359.999;
- 400 B- lestijden voor een aantal lestijden-leerlingen gegeneerd tussen 360.000 en 499.999;
- 500 B- lestijden voor een aantal lestijden-leerlingen gegeneerd gelijk aan of groter zijn dan 500.000.

Deze organieke lestijden worden toegewezen aan het personeel dat verantwoordelijk is voor cursussen, een wervingsambt bekleedt en tot de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel behoort.

De statutaire en baremabepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden bedoeld in lid 2 zijn die welke van toepassing zijn op het ambt dat bekleedt wordt in het onderwijs voor sociale promotie waaraan de persoon verbonden is.

In het geval van een fusie of herstructurering van verscheidene instellingen, is de toewijzing van organieke lestijden die zijn toegewezen voor de uitvoering van het studentenbegeleidingsplan na fusie of herstructurering gelijk aan de som van de organieke lestijden die worden toegekend aan de lestijdendotatie van elke bedoelde inrichting, bepaald overeenkomstig lid 1.

§ 3. De betrekkingen opgericht in het kader van de in lid 1 bedoelde organieke lestijden kunnen aanleiding geven tot een benoeming of werving in vast verband. »»

**Art. 4.** In hetzelfde decreet, wordt een artikel *36bis* ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 36a. - § 1. Een jaarlijks aantal van 9.600 lestijden B wordt toegewezen aan de aanstelling of benoeming van pedagogische adviseurs “Onderwijs voor sociale promotie”. Deze lestijden worden verdeeld naar rata van het aantal organieke lestijden dat in het vorige kalenderjaar is toegekend, afgerond op de volledige opdracht tussen de volgende onderwijsnetten:

- 1° onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;
- 2° gesubsidieerd officieel onderwijs;
- 3° confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs;
- 4° niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs.

§ 2. Met verwijzing naar de pedagogische waarden van de onderwijsnetten bedoeld in het eerste lid, in overeenstemming met de specifieke projecten van hun inrichtende machten en inrichtingen, en inzonderheid de door hen vastgestelde behoeften, hebben de pedagogische adviseurs “Onderwijs voor sociale promotie” de volgende opdrachten:

1° hulpmiddelen ontwikkelen om de oriëntatie van lerende volwassenen in inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie te bevorderen;

2° het ontwikkelen en coördineren van pedagogische initiatieven in verband met het begeleiden van studenten en het helpen tot slagen van volwassenen die terugkeren naar school in inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie;

3° pedagogische hulpmiddelen ontwikkelen met betrekking tot de implementatie van pedagogische dossiers ten gunste van inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie;

4° begeleiden van de inrichtingen bij activiteiten van educatieve bedenking en bij de follow-up van de verslagen van de inspectiedienst en/of het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

5° ondersteunen van de digitale overgang, inzonderheid via e-learning, in het onderwijs voor sociale promotie.

§ 3. De in lid 1 vastgestelde lestijden worden toegewezen aan personeelsleden die een wervings-, selectie- of bevorderingsambt bekleden dat tot de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel behoort.

§ 4. De statutaire en baremabepalingen die van toepassing zijn op pedagogische adviseurs “Onderwijs voor sociale promotie” zijn die welke van toepassing zijn op het ambt vervuld in het onderwijs voor sociale promotie waaraan de persoon verbonden is.

§ 5. De betrekkingen van pedagogisch adviseur “Onderwijs voor sociale promotie” kunnen aanleiding geven tot een benoeming of werving in vast verband. ”

**Art. 5.** In hetzelfde decreet, wordt een artikel 36ter ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 36ter. - § 1. Elke inrichtende macht van het onderwijs voor sociale promotie bepaalt het pedagogische project van de inrichting, evenals het begeleidingsplan ten gunste van de studenten.

§ 2. Elke inrichtende macht of elk inrichtingshoofd met betrekking tot het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs bepaalt het begeleidingsplan voor de studenten. Dit proces kan worden onderscheiden volgens de inrichting en binnen een inrichting.

De implementatie ervan beantwoordt aan de doelstellingen van het begeleidingsplan voor de studenten in de context van toelating, pedagogische begeleiding en bekrachtiging van de studies. Ze is individueel of collectief. De doelstellingen, middelen en acties van het plan kunnen gedurende de hele opleidingscursus worden aangepast.

§ 3. Teneinde de doelstellingen van het studentenbegeleidingsplan te bereiken, kunnen de inrichtingen en Studieraden elke als relevant beschouwde actie uitvoeren, inzonderheid:

- 1° de organisatie van geïndividualiseerde of collectieve interviews met studenten;
- 2° het opstellen van individuele dossiers of een pedagogische overeenkomst met de student;
- 3° het opzetten van een specifieke opleiding;
- 4° portefeuilleconstructie;
- 5° het creëren van ruimtes van meningsuiting;
- 6° de implementatie van een systeem van tutoring tussen studenten.

§ 4. De inrichtende macht of het inrichtingshoofd met betrekking tot het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap heeft de verplichting om leerlingen te informeren over het begeleidingssysteem geïmplementeerd binnen de inrichting. Het studentenbegeleidingsplan is opgenomen in het huishoudelijk reglement van de inrichting.

§ 5. Om dit doel te bereiken, kan de inrichting gebruik maken van de volgende middelen:

- 1° het gebruik van extra lestijden;
- 2° de organisatie van lestijden van pedagogische opvolging;
- 3° de organisatie van lestijden voor de valorisatie van leerresultaten;
- 4° de organisatie van vergaderingen van de Studieraad;
- 5° het sluiten van overeenkomsten met partners, samenwerken met andere inrichtingen die remediëring organiseren;
- 6° het gebruik van externe middelen zoals de middelen van het Europees Sociaal Fonds, de financiering van acties voor positieve discriminatie als bedoeld in artikel 55 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, ...;
- 7° het gebruik van tussenkomende personen van externe instellingen voor psychosociale ondersteuning;
- 8° de organisatie van onderwijseenheden die relevant worden geacht door de Studieraad.

§ 6. De uitvoering van het begeleidingsplan wordt gecoördineerd door de referentiepersoon bedoeld in artikel 36quater. Het studentenbegeleidingsplan vereist samenhang tussen de verschillende acties die inzonderheid worden uitgevoerd door het optreden van de directie, de stafleden die al dan niet belast zijn met lessen, of adviseurs voor de opleiding.

Het plan wordt ingezet volgens de vastgestelde doelen, middelen en acties, door een of meer leden als bedoeld in het eerste lid of door de studieraden, onder het gezag van het inrichtingshoofd. Deze inzet omvat de medewerking van belanghebbenden en de uitwisseling van informatie van diagnostische aard, nuttig voor de studieraad om de ontwikkeling en het bereiken van leerresultaten te bevorderen met een betere kans op succes.

De studenten die betrokken zijn volgens hun opleidingsproject of hun verwachtingen nemen actief deel aan de begeleidende maatregelen die hen worden voorgesteld.

§ 7. Het studentenbegeleidingsplan wordt beoordeeld in de vorm van een verslag, uitgevoerd door de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie, volgens de volgende criteria:

- 1° het bestaan van een mededeling aan de studenten van het begeleidingsingssysteem binnen het interne reglement;
- 2° een lijst van de moeilijkheden en individuele of collectieve middelen van de studenten die onder het plan vallen;
- 3° de identificatie van specifieke doelstellingen die moeten worden bereikt met betrekking tot de vastgestelde behoeften;
- 4° de aanwijzing van een referentiepersoon;
- 5° de coördinatie van de acties die de inrichting uitvoert om het plan te verwezenlijken;
- 6° de samenhang van de uitgevoerde acties met betrekking tot de beschikbare middelen en de nagestreefde doelstellingen;
- 7° de periodieke zelfevaluatie van het studentenbegeleidingsplan, met inbegrip van de vooruitzichten inzake bijwerking.

Dit verslag wordt ter kennis gebracht van alle leden van het onderwijsteam van de inrichting."

**Art. 6.** In hetzelfde decreet, wordt een artikel 36quater ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 36quater. - Een referentiepersoon wordt aangesteld binnen het onderwijzend personeel of ondersteunend onderwijzend personeel van elke inrichting om alle onderwijsactiviteiten inzake tot toezicht, extra lestijden, de valorisatie van eerder verworven leerresultaten, formeel, niet-formeel en informeel leren, pedagogische follow-up bij de studieraad en pedagogische en technische expertise, te coördineren.

De referentiepersoon wordt door de inrichtende macht van de inrichting voor sociale promotie aangewezen. Wanneer de genoemde inrichting deel uitmaakt van het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap, wordt de referentiepersoon aangewezen door de directie van de inrichting."

**Art. 7.** In artikel 71 van hetzelfde decreet, worden de woorden "specialisatie" vervangen door de woorden "specialisatiebachelor".

**Art. 8.** In titel II van hetzelfde decreet wordt de titel van afdeling 1 van hoofdstuk VI met als opschrift "Mobiliteit, samenwerking en co-diplomering" afgeschaft.

**Art. 9.** In titel II van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk *Vibis* ingevoegd met als opschrift "Kwaliteit".

**Art. 10.** In hetzelfde decreet, wordt het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk VI vervangen door hetgeen volgt: "Afdeling 1. – Beheer van de kwaliteit van het hoger onderwijs voor sociale promotie".

**Art. 11.** In artikel 73 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het vierde lid wordt vervangen door hetgeen volgt:

"In het kader van het kwaliteitsbeheer, worden 4.800 B-lestijden toegewezen aan de implementatie van een kwaliteitsbenadering. Deze lestijden zullen worden verdeeld over de verschillende onderwijssystemen bedoeld in artikel 36a, eerste paragraaf, in verhouding tot het aantal organieke lestijden toegekend tijdens het voorgaande kalenderjaar, afgerond op tot de halve opdracht. Deze aan personeelsleden toegekende lestijden zijn gekoppeld aan een wervings-, selectie- of bevorderingsambt dat behoort tot de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel."

2° er wordt een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt:

"De statutaire en baremabepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden bedoeld bij het vierde lid zijn die welke van toepassing zijn op het ambt uitgeoefend in het onderwijs voor sociale promotie waaraan de persoon verbonden is."

3° er wordt een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt:

"De lestijden bedoeld bij het vierde lid kunnen aanleiding geven tot een benoeming of een werving in vast verband."

**Art. 12.** In hetzelfde decreet, wordt het opschrift van voormalige afdeling 3, nu afdeling 2 geworden, vervangen door hetgeen volgt:

"Afdeling 2. – Integratie van een kwaliteitsbenadering in het onderwijs voor sociale promotie".

**Art. 13.** In hetzelfde decreet wordt artikel 74, opgeheven door het decreet van 3 april 2014 tot wijziging van de organisatie van het hoger onderwijs voor sociale promotie, hersteld in de volgende verwoording:

"Artikel 74. - § 1. Als onderdeel van een kwaliteitsbenadering van het onderwijs voor sociale promotie, wordt een netoverschrijdend kwaliteitsopdrachthouder, voortkomend uit het nestuurs- en onderwijzend personeel, aangesteld volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

Hij krijgt opdrachtverlof in het belang van het onderwijs.

§ 2. De netoverschrijdend kwaliteitsopdrachthouder is verantwoordelijk voor:

1° het bijdragen tot de ontwikkeling van de kwaliteitsbenadering van het onderwijs voor sociale promotie door het kwaliteitsbeheersysteem te coördineren onder leiding van de Algemene Raad voor het Onderwijs voor Sociale Promotie;

2° de bevordering van de kwaliteitsbenadering in inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie op secundair en hoger niveau, inzonderheid door de ontwikkeling en verspreiding van kwaliteitsmiddelen en -instrumenten die zijn aangepast aan het onderwijs voor sociale promotie, en de bevordering van de implementatie en de ontwikkeling van kwaliteit;

3° de uitwisselingen vergemakkelijken tussen de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie, het Agentschap voor de beoordeling van de kwaliteit van het hoger onderwijs en de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs voor kwaliteitsdossiers, alsmede instanties die betrokken zijn bij de kwaliteit van het onderwijs voor sociale promotie en die voor de follow-up zorgen;

4° het zorgen voor de implementatie en bijwerking van de kwaliteitsprocessen van het onderwijs voor sociale promotie;

5° het samenwerken met de diensten van de Administratie en de Inspectie van het Onderwijs voor Sociale Promotie om stelsels te implementeren die de integratie van een kwaliteitsbenadering bevorderen;

6° op verzoek van de Minister, de Algemene Raad, de Administratie of op eigen initiatief, informatie- of analysedocumenten te verwezenlijken met betrekking tot de kwaliteit van het onderwijs voor sociale promotie;

7° elk initiatief bevorderen en bekendmaken dat als doel heeft de kwaliteit van het onderwijs voor sociale promotie in de Franse Gemeenschap te bevorderen;

8° het zorgen voor een monitoringfunctie voor de ontwikkeling van kwaliteitsborgingsstelsels in de Franse Gemeenschap en op Europees niveau en deze in een prospectieve visie bekendmaken.

§ 3. De voorzitter en de ondervoorzitters van de Algemene Raad sturen en evalueren het werk van de netoverschrijdend kwaliteitsopdrachthouder. "

**Art. 14.** In artikel 79, § 2, van hetzelfde decreet, wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt:

"6° De beslissingen genomen door de subregionale Commissie overeenkomstig artikel 123*bis*, § 5, worden voorgelegd aan de Algemene Raad. De leden van de Algemene Raad geven vervolgens een advies volgens de nadere regels van dit hoofdstuk. "

**Art. 15.** In artikel 123*bis* van hetzelfde decreet, wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 5. De beslissingen van de subregionale commissie worden bij consensus genomen.

Bij gebrek aan consensus wordt de vraag voorgelegd aan de Algemene Raad, die een beslissing neemt overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk I van Titel III. "



**Art. 16.** In hetzelfde decreet, wordt een artikel 123bis/1, luidend als volgt, ingevoegd:

"Artikel 123a / 1 - § 1. Binnen elke subregionale commissie wordt een bureau opgericht.

Dit bureau bestaat uit de president, de ondervoorzitter, de secretaris en de personeelsleden die in de "Basins Qualifying Education-Training Employment" -instanties zitten.

Dit bureau is verantwoordelijk voor het voorbereiden van het nodige werk voor de vergaderingen van de commissie. De vergaderingen van het bureau maken niet het voorwerp uit van notulen en worden gehouden in functie van de agenda van de vergaderingen van de subregionale commissie.

De leden van het bureau stellen een huishoudelijk reglement op.

§ 2. De oprichting van het in paragraaf 1 bedoelde bureau is niet verplicht indien de subregionale commissie uit minder dan tien inrichtingen bestaat."

**Art. 17.** In artikel 123ter, § 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "(in het kader van een determinerende onderwijsinstelling georganiseerd in het kader van een afdeling)" opgeheven;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 18.** In artikel 123ter, § 4, derde lid, van hetzelfde decreet, worden, in de Franse tekst, de woorden « L'élève qui conteste ladite décision introduit » vervangen door de woorden « L'élève qui conteste ladite décision peut, pour autant que la procédure de recours interne soit épuisée, introduire ».

**Art. 19.** In artikel 123quater, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet, worden, in de Franse tekst, de woorden « Elle peut prendre des décisions de maintien ou de modification de la décision du conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée » vervangen door de woorden « Elle dispose d'un pouvoir d'annulation de la décision du conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée ».

**Art. 20.** Artikel 127 van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 20 juni 2013 houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs voor sociale promotie waarbij de sturingsorganen ervan worden bepaald en waarbij e-learning in haar onderwijsaanbod geïntegreerd wordt, wordt hersteld in de volgende verwoording:

"Artikel 127. - De bachelor- en masterdiploma's uitgereikt door inrichtingen voor sociale promotie voor de academiejaren 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 en 2017-2018 worden geacht te voldoen aan artikel 85 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies."

#### HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het decreet van 30 juni 2016 betreffende het inclusief onderwijs voor sociale promotie

**Art. 21.** § 1. In artikel 1, 4°, van het decreet van 30 juni 2016 betreffende het inclusief onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden "persoon die wordt aangewezen door de inrichtende macht waaronder de inrichting voor sociale promotie ressorteert om de in artikel 5, eerste lid bedoelde opdrachten uit te oefenen" vervangen door de woorden "persoon die wordt aangewezen door de inrichtende macht waaronder de inrichting voor sociale promotie ressorteert of door de directie van de inrichting wanneer genoemde inrichting onder het net van de Franse Gemeenschap ressorteert om de in artikel 5, eerste lid bedoelde opdrachten uit te oefenen".

§ 2. In hetzelfde artikel, wordt een punt 8° ingevoegd, luidend als volgt:

"8° het decreet van 16 april 1991": het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie".

**Art. 22.** In hetzelfde decreet, wordt artikel 3 vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 3. - Een referentiepersoon wordt aangewezen overeenkomstig artikel 1, 4°.

Dezelfde referentiepersoon kan voor meerdere inrichtingen worden aangewezen.

Zij wordt aangewezen nadat zij haar instemming heeft betuigd."

**Art. 23.** In hetzelfde decreet, wordt artikel 4 vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 4. - § 1. Een personeelslid met een wervingsambt kan als een referentiepersoon worden aangewezen.

§ 2. De opdracht als referentiepersoon van het personeelslid is verbonden met een wervingsambt dat behoort tot de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel."

**Art. 24.** In hetzelfde decreet, wordt een artikel 4bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 4bis. Als er krachtens artikel 4 geen referentiepersoon wordt aangewezen, oefent een opvoeder-secretaris de in artikel 5 bedoelde opdrachten uit."

**Art. 25.** In hetzelfde decreet, wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 5a. § 1. Onverminderd wat in artikel 87 van het decreet van 16 april 1991 bepaald is, kent de Regering een dotatiesupplement van organieke lestijden aan de dotatie / school voor het verwezenlijken van de in artikel 5 bedoelde opdrachten, volgens de volgende nadere regels:

- 50 B-lestijden voor inrichtingen met 0 tot 14.999 organieke dotatielestijden;
- 75 B-lestijden voor inrichtingen met 15.000 tot 29.999 organieke dotatielestijden;
- 100 B-lestijden voor inrichtingen met meer dan 30.000 organieke dotatielestijden.

De statutaire en baremabepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden bedoeld bij de eerste paragraaf van artikel 4 zijn die welke van toepassing zijn op het ambt uitgeoefend in het onderwijs voor sociale promotie waarmee de persoon verbonden is.

Bij fusie of herstructurering van verscheidene inrichtingen, is het aantal organieke lestijden toegewezen voor de aanwijzing of de werving van de referentiepersoon na fusie of herstructurering gelijk aan de som van de organieke lestijden toegekend aan dotatie / lestijd van elk van de betrokken inrichtingen, bepaald overeenkomstig lid 1.

§ 2. De in § 1 bedoelde organieke lestijden worden toegekend in geval van effectieve aanwijzing van een referentiepersoon overeenkomstig artikel 3 van dit decreet.

§ 3. De betrekkingen opgericht in het kader van de in lid 1 genoemde lestijden kunnen aanleiding geven tot een benoeming of een vaste werving.

§ 4. De lestijden die worden gebruikt voor de aanwijzing of werving van referentiepersonen moeten aan de Administratie worden gemeld.”.

**Art. 26.** In artikel 11, tweede lid, 2°, van hetzelfde decreet, worden de woorden “afdeling VII” vervangen door de woorden “afdeling III van hoofdstuk II”.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

**Art. 27.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019, met uitzondering van Hoofdstuk 1, dat op 1 september 2019 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 november 2018.

De minister-president,

R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

—  
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement - Ontwerp van decreet nr. 687-1. - Commissieamendementen, nr. 687-2. - Commissieverslag, nr. 687-3. - Tekst aangenomen in de commissie, nr. 687-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 687-5.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 november 2018.

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[C - 2018/15249]

**20 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté 2017/1692 du Collège de la Commission communautaire française relatif au perfectionnement pédagogique dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, approuvé par le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 septembre 1995, l'article 14 et l'article 20bis, 4°, remplacé par l'avenant du 4 juin 2003, approuvé par le décret du 17 juillet 2003;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 relatif au perfectionnement pédagogique dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes Entreprises ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26.01.2018;

Vu l'avis du Membre du Collège chargé du budget, donné le 26.01.2018 ;

Vu l'avis favorable du SFPME, donné le 23.07.2018

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 25 avril 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le Conseil d'Etat n'a pas demandé de prorogation du délai ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans le délai ;

Vu l'article 84, § 4, al 2 des lois sur le Conseil d'état coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que les formateurs dispensant les cours en apprentissage ou en formation de chef d'entreprise doivent pouvoir acquérir ou améliorer leurs compétences pédagogiques afin de mieux pouvoir appréhender leurs missions de formateur auprès du centre de formation ;

Considérant que les formateurs exercent la plupart du temps une activité professionnelle connexe et que le temps consacré au perfectionnement pédagogique ne peut leur porter financièrement préjudice, il y a lieu de prévoir une rétribution au même titre que pour les heures de cours ;

Sur la proposition du Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.